

A propos du Comité Central du P.C. FRONT UNIQUE ET FRONT

A PRES des mois de stagnation presque totale, la situation française connaît, depuis plusieurs semaines, un renouveau d'animation. Avec une cohésion et une combativité remarquable, les travailleurs de secteurs importants passent à l'offensive. Et dès lors, tous les problèmes du moment se posent avec une acuité accrue. Du côté de la bourgeoisie, du nouveau aussi: la réaction voit Mollet menacé sur le front ouvrier; elle ressent directement, du fait de certaines mesures financières, l'impasse dans laquelle se trouve la politique gouvernementale. Aussi voit-on MRP et indépendants prendre leur distance d'avec l'actuel Cabinet. Sur la gauche, Mendès-France prépare ses bases d'opérations, tout frémissant de la fièvre des maroquins. En bref, avec la rentrée parlementaire et le débat budgétaire, s'ouvre une période d'instabilité gouvernementale ou cours de laquelle, dans la perspective d'une crise possible à tout moment, les antagonismes de classe iront se renforçant en même temps qu'apparaîtront au grand jour les contradictions au sein de la bourgeoisie.

Le prolétariat vient de montrer sa vigueur; il a devant lui de grandes batailles en préparation, et on peut, dans une large mesure, faire confiance à sa combativité. Mais sans ligne d'action, sans perspectives précises, les coups qu'il peut porter manqueront de précision et d'efficacité. Et à chaque hésitation, à tout retard apporté au franchissement de nouveaux pas, la bourgeoisie marquera un point, consolidera ses positions et pourra préparer les éléments d'une contre-offensive. Pour sortir de la situation actuelle, il faut qu'une avant-garde révolutionnaire, dotée d'une politique ferme et audacieuse, intervienne et guide les luttes de l'ensemble des travailleurs.

Aux yeux de la fraction la plus militante de la classe ouvrière, cette avant-garde, c'est le Parti Communiste Français. Aussi, la tenue, par cette organisation, d'un Comité Central de trois jours revêtait-elle une très grosse importance. La direction du PCF a soutenu le gouvernement Mollet et aidé par là-même à répandre la confusion dans les masses. Allait-elle faire le bilan de cette politique? Quelle analyse allait-elle donner de la situation actuelle? Enfin, et surtout, quelle politique s'appropriait-elle à définir pour impulser la lutte populaire?

Sous la houlette de M. Thorez, J. Duclos et M. Servin, le Comité Central ne leur a fourni aucune réponse sérieuse.

L'ALGERIE, DETERMINANTE DE LA SITUATION FRANÇAISE

Tous les travaux et les discussions du C. C. ont été placés à la lumière de la période nouvelle qui s'ouvre. Duclos l'a dit dès le début de son rapport, Thorez l'a répété, « une des caractéristiques les plus importantes de la période actuelle réside dans le fait que, de plus en plus, l'unité d'action des travailleurs se réalise pour la défense de leurs revendications ». Rien de plus exact. Mais il faut en tirer une conclusion pratique, à savoir que cette unité nouvelle peut permettre de passer à l'offensive contre la bourgeoisie. Sur la base des luttes revendicatives actuelles, il est possible de développer une action de masse sur les problèmes politiques essentiels. Par elle, la classe ouvrière interviendrait en tant que telle dans la crise qui se prépare; elle développerait ses propres perspectives.

Mais pour cela une chose est nécessaire: que les travailleurs, par une action générale, imposent la fin de la guerre d'Algérie. Cette dernière reste, en effet, au centre de toute la situation. La crise financière, avec ses conséquences économiques si graves, est poussée à son paroxysme par les dépenses militaires énormes qu'impose le maintien du contingent en Algérie. C'est à Alger que l'aile marchante de la réaction trouve à la fois sa justification politique et ses meilleures troupes de choc. On peut faire la somme des tâches qui incombent à la classe ouvrière: lutte contre les regroupements fascistes, augmentation générale des salaires, défense des conditions de vie des jeunes, etc. Aucune ne peut être accomplie tant que le colonialisme français poursuit son action en Algérie. Il faut donc en finir au plus vite avec cette sale guerre; et la solidarité que montreraient dans la lutte les prolétaires français avec le peuple algérien porterait un coup décisif à la stabilité de l'impérialisme, fondamentalement menacée par l'émancipation des peuples coloniaux.

Ces réflexions élémentaires, évidentes pour tous ceux qui participent au combat des travailleurs, n'ont aucune place dans la pensée des dirigeants stalinien. Dans les rapports et les résolutions du Comité Central, un silence scandaleux est gardé sur les nécessités de la lutte contre la guerre d'Algérie. Pas un mot pour appeler les jeunes à la lutte contre l'utilisation du contingent au service du colonialisme! Pas une seule forme d'action proposée aux travailleurs pour redémarrer le combat contre la guerre! Pudiquement, le Comité Central a réaffirmé, en termes d'une banale sécheresse, son désir d'une solution négociée en Algérie. Fait national algérien, indépendance, retrait du contingent, autant de termes absents des interventions et des résolutions. Un seul point à signaler: le PCF condamne violemment les tortures et appelle à organiser la lutte contre ces procédés nazis, couramment employés en Algérie. Dans ce domaine, un accord peut être trouvé avec de larges couches de la population, ce qui constitue une excellente base de départ pour le renouveau d'actions contre la guerre. Celles-ci ne sont, toutefois, possibles que si l'on intègre la protestation contre les tortures dans une action d'ensemble pour la paix et l'indépendance de l'Algérie. Rien de semblable n'est envisagé par le Comité Central qui, en se détournant d'une perspective de

lutte contre la guerre, se condamne à ne pas dépasser la simple protestation de forme, à la remorque de pasteurs libéraux ou de généraux à conscience. Voyez plutôt comment M. Thorez se défend d'attaquer l'armée; il veut seulement que celle-ci, en cessant de remplacer la police, garde son caractère d'armée nationale.

Chaque phrase de chaque rapport pourrait être reprise, tant le chauvinisme le plus infect est de mise dans la direction stalinienne. Bornons-nous à conclure qu'en n'accordant aucune importance réelle à la lutte contre la guerre d'Algérie, le PCF s'avère incapable de faire jouer aux travailleurs un rôle propre dans le règlement du conflit actuel. Car il demeure vrai que, selon ce qu'avait conclu malgré son opportunisme le XIV^e Congrès du PCF: « la guerre d'Algérie est déterminante de l'ensemble de la situation française. »

FRONT POPULAIRE A LA SAUVETTE

La même misérable impuissance se manifeste dans la politique que propose le Comité Central. Des grèves, des problèmes qu'elles posent, il n'est question qu'incidemment. Tout le programme qu'avance la direction stalinienne se résume en quelques lignes: « respect des droits démocratiques; opposition à la révision de la Constitution; lutte contre toute tentative fasciste; amnistie générale ». Bref, un ensemble de mots d'ordre exclusivement défensifs. Tout se passe, dans les paroles d'un Duclos ou d'un Thorez, comme si le prolétariat, incapable d'une offensive sur ses propres mots d'ordre, ne devait se borner qu'à défendre le minimum indis-

La campagne de "rectification"

Le PC chinois procède actuellement à une campagne de "rectification", commencée par un discours de Mao Zedong, intégralement publié. Jusqu'à présent, nous n'avons pas vu le "Peuple" de Pékin, dans lesquels cette campagne se traduit par la réimpression des thèmes de cette campagne. Nous publions ici des textes qui donnent un aperçu des problèmes posés.

EDITORIAL « JOURNAL DU PEUPLE » (2 Mai)

« Une (attitude) est cette attitude aveugle, ignorante et absolue à adopter un point de vue unilatéral soulignant l'unité et l'unanimité au sein de la société socialiste ainsi que l'autorité et l'infailibilité de la direction. Elle nie en même temps ou ignore les contradictions dans les rangs du peuple, qui objectivement existent, ainsi que les erreurs et les insuffisances de la direction. »

L'autre est une attitude sage, empreinte d'esprit d'analyse, et d'autocritique. Elle consiste à vouloir rechercher l'unité et l'unanimité tout en admettant les contradictions qui existent dans les rangs du peuple dans la société socialiste. Tout en saluant les réalisations de la direction et en admettant la nécessité du centralisme dans certaines limites, elle affirme également l'existence d'erreurs et de lacunes dans le travail de la direction et la nécessité de l'extension de la démocratie, de la critique, et de l'autocritique dans la société socialiste.

La première attitude est une attitude métaphysique alors que la seconde est une attitude dialectique. La première donne naissance à des tendances bureaucratiques, subjectivistes et sectaires au sein de la direction. Dans certaines conditions, elle peut même développer des tendances autocratiques et dictatoriales qui provoquent une certaine stagnation et rigidité dans le développement de la société socialiste. Quand les contradictions dans les rangs du peuple deviennent évidentes, il arrive que nous en soyons effrayés au point de perdre toute sagesse, et de prendre de telles contradictions pour celles qui existent entre l'ennemi de classe et nous. On use alors contre le peuple des méthodes applicables contre l'ennemi de classe créant ainsi le danger que les contradictions dans les rangs du peuple prennent un caractère antagoniste.

Adopter la deuxième attitude signifie que nous menions une lutte constante contre les tendances bureaucratiques, subjectivistes et sectaires de façon à assurer le développement constant, vigoureux et vivant de la société socialiste. Elle exige également que nous ayons constamment une attitude vigilante, objective et à longue portée, de sorte que nous puissions distinguer entre les contradictions dans les rangs du peuple de celles entre l'ennemi de classe et nous-mêmes. Que nous laissions le peuple exprimer librement ses vues divergentes et en discuter librement, facilitant ainsi la solution des contradictions dans les rangs du peuple à temps et de façon correcte, sans qu'elles se développent en contradictions antagonistes ».

EDITORIAL « JOURNAL DU PEUPLE » (13 Avril)

Sur cette dernière question — sur les différends qui opposent le peuple et ses dirigeants, l'éditorial affirme que l'essence d'un grand nombre des contradictions qui existent dans la société socialiste s'expriment souvent à travers des contradictions entre le peuple et les dirigeants. Celles-ci résultent des positions différentes occupées par le peuple et la direction dans l'Etat.